



***Nous n'avons volontairement pas corrigé les imperfections de forme qui peuvent survenir dans chaque copie.***

## Concours externe

3<sup>ème</sup> épreuve d'admissibilité : Question contemporaine

**Meilleure copie**

**Note : 18/20**

La France a-t-elle toujours vocation à porter des valeurs universelles ?

« Car nous défendrons dans la patrie française non l'esprit de haine et d'exclusion, mais la promesse de l'universelle liberté et de l'universelle justice » : c'est ainsi que Jean Jaurès expliquait, à l'aube de la première guerre mondiale, la conciliation de son patriotisme et de son engagement pour l'Internationale. Ce sentiment que la France incarnerait, en raison de son histoire, une idée supérieure qu'elle devrait transmettre à l'humanité est une caractéristique fondamentale du rôle qu'elle entend jouer dans les relations internationales depuis 1789.

Se prétendre une vocation à porter des « valeurs universelles » n'est pas chose sans risque étant donné le statut ontologique de l'expression. Les valeurs peuvent être définies comme des principes d'action morale soumis à la règle kantienne d' « agir telle que ta maxime soit loi universelle » (Vers la paix perpétuelle) et engageant ainsi en conscience le sujet qui s'y soumet. Lorsque ce dernier est un Etat, l'engagement semble plus difficile et surtout plus périlleux : si un Etat peut se fixer une doctrine d'action, il reste avant tout soumis aux principes les plus permanents de pragmatisme et de raison d'Etat. Le risque est ainsi grand que « la valeur universelle » proclamée soit démentie fermement par les faits. Il est une seconde difficulté à cette expression, qui réside en son caractère absolu et intemporel. Comment en effet prétendre imposer à l'ensemble des contrées du Monde des valeurs correspondant à une histoire et un mode de vie avant tout occidental ? Cette difficulté est d'autant plus poignante que la pensée politique française a très tôt reconnu, dans le sillage de la théorie des climats de Montesquieu dans l'Esprit des lois, une autonomie absolue des peuples pour adopter le régime leur convenant le mieux, les lois civiles étant « des rapports naturels découlant de la nature même des choses »

Au-delà de la contradiction apparente de l'association de cette expression à l'action d'une nation, on peut en outre s'interroger sur l'exclusivité de la défense de ces valeurs. L'historien Eric Hobsbawm dans Nations et nationalismes souligne avec justesse que la création d'une nation est toujours le produit de liens proto-nationaux locaux, supra-locaux et d'une prétention certaine à l'universel. On peut en effet remarquer que l'ensemble des grandes nations mondiales partage de manière égale une même vocation à porter un message universel. Cette volonté réside probablement dans la nécessité de donner un sens à l'action publique aux yeux des citoyens comme le souligne Tocqueville s'agissant de la prétention messianique des Etats-Unis dans De la démocratie en Amérique. Or cette conception utilitariste des « valeurs universelles » est contradictoire avec leur objet même, qui est de se placer au dessus des contingences politiques pour guider la marche du monde.

Ces critiques ayant été formulées, on distingue néanmoins sans mal le contenu des « valeurs universelles » que la France a compté porter dans l'histoire récente : droits de l'homme, principe des nationalités, et une certaine vision du progrès basée sur l'émancipation des individus. Ces dernières ont reçu une forme de démenti par des faits historiques « peu glorieux » tels la colonisation, le vichysme, l'affaire

Dreyfus que François Bédarida distingue comme les « trois crises de la conscience française ». De plus, alors que la France ne semble pas avoir été à même d'appliquer ses propres valeurs, ces dernières ont été faites siennes par un grand nombre d'autres nations occidentales. Dans ce contexte, la contradiction à la fois théorique et pratique de « valeurs universelles françaises » peut être explicative de la perte d'influence de la France dans le monde.

La France peut-elle supporter les contradictions de son modèle et porter des valeurs universelles ?

La vocation universelle de la France, évidente depuis 1789, demeure sérieusement ébranlée par trois grandes crises de conscience, semant le doute sur son message et sa crédibilité (I). Plus encore, ce doute est aujourd'hui grandi par les évolutions du monde actuel dans lequel la France ne semble pas trouver sa place. Pourtant la marche actuelle du monde, comportant une certaine part de tragédie, rend d'autant plus nécessaire le retour en force d'un message français renouvelé (II).

\*

\*                      \*

Si la vocation universelle de la France est évidente depuis 1789 (A), celle-ci est sérieusement ébranlée par l'épreuve de trois grandes crises de conscience (B).

\*

Le début de la prétention de la France à incarner des valeurs universelles est à situer au moment de la Révolution française. Au cours de cet événement historique remarqué et servant de modèle au monde, la France a su incarner aux yeux des peuples un exemple singulier et cohérent, que Jules Michelet exprime avec cet enthousiasme : « soudain je la vis, telle une personne ». On peut parler de « moment 1789 » en revenant à la source du mot, movimentum, mouvement en latin : c'est à partir de la Révolution française qu'a débuté le mouvement de libération des peuples au XIX<sup>e</sup> siècle. La singularité de cette révolution réside en ce qu'elle entend se baser sur une vision fondamentale de l'Homme comme être de raison, disposant de droits naturels que le système politique ne peut que garantir, en « pliant le genou devant le droit » selon l'expression d'Emmanuel Kant. De ce moment historique date le qualificatif de « patrie des droits de l'Homme » que la France se plaît à défendre mais qui est encore utilisé aujourd'hui par la presse étrangère.

Ce « moment 1789 » s'est accompagné, tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle, par le développement d'un modèle politique entièrement tourné vers l'universel. En premier lieu, la conception de la nation française comme politique et non ethnique ou raciale, à la différence du modèle allemand, est une caractéristique forte de cette prétention à l'universalité : il n'est demandé au citoyen qu'un « plébiscite de tous les jours » selon le mot d'Ernest Renan dans Qu'est-ce que la nation. Cette vision intrinsèquement universelle de la nation peut être illustrée par ce vers de Lamartine dans sa Marseillaise à la Paix, en réponse à un poète nationaliste allemand : « la vérité, voilà mon pays ». En second lieu, le peuple est lui-même conçu comme un tout indivisible, ce qui est une originalité pour l'époque comme le remarque Pierre Rosanvallon dans le Peuple introuvable. L'indivisibilité du peuple ne se sépare pas de la valeur de « fraternité, troisième principe de la devise républicaine, qui fait de l'attention de chacun pour tous une maxime cardinale que Lamartine encore exprimera dans A Félix Guillemandet : « et soudain, insensible à ma propre misère, j'ouvris mon cœur aux douleurs de mes frères ». Ce passage, cette prise de conscience d'être peuple indivisible et fraternel s'accompagne de la définition d'un droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et d'un soutien infailible au « principe des nationalités » et au révolutions du printemps des peuples de 1848. Cet engagement de la France au côté des peuples opprimés inspire à Charles de Gaulle la fameuse phrase suivante « il existe un pacte vingt fois séculaire qui lie la grandeur de la France à la liberté du monde ». Enfin, la caractéristique la plus puissante du modèle politique français réside dans son idée de progrès : si peuple et nations ne font plus qu'un, c'est bien dans le but du salut moral et matériel de l'humanité. A l'image de la caravane symbolisant le progrès dans le poème Jocelyn de Lamartine, l'action de l'Etat doit être entièrement dévolue à la réalisation du progrès humain en écartant tout sur son passage. Cette vision se retrouve dans la création de l'école publique et laïque, et a pendant longtemps constitué le ciment à la fois imaginaire et concret de la République comme le souligne Mona Ozouf dans l'Ecole de la République : le projet de Condorcet, « rendre la raison populaire » est toujours bien vivant.

\*

Malgré la force et la singularité des valeurs universelles françaises, trois événements historiques symboliques ont sérieusement ébranlé la solidité de l'édifice révolutionnaire. François Bedarida identifie ainsi les « trois crises de la conscience française » que sont l'affaire Dreyfus, Vichy et l'Algérie (symbole de la décolonisation en général). Dans chacun de ces trois événements, la France a fait montre d'un comportement contraire aux valeurs qu'elle prétend défendre. Le déroulement de l'affaire Dreyfus montre qu'une République établie dans la patrie des droits de l'homme peut dénier à un individu, en raison de son origine, l'ensemble des droits fondamentaux qu'elle entend imposer au monde, et ce avec le soutien d'au moins la moitié de ses citoyens. L'épisode de Vichy ne peut pas être interprété comme un simple coup d'Etat dans lequel la France n'aurait aucune responsabilité. En effet comme le montre Marc Bloch dans [l'Etrange défaite](#), la débacle de 1940 a été précédée d'une période de médiocrité intellectuelle et politique rare, laissant aux Nazis le monopole d'une forme de modernité et refusant toute confrontation idéologique. En outre, c'est la croyance au progrès tout entier qui était remise en cause, alors que constitutive des valeurs universelles française. Enfin, la crise Algérienne paroxysme et symbole des méfaits de la colonisation a une fois de plus mis en scène l'action d'une France en totale contrariété avec ses valeurs. Alors que la liberté des peuples à disposer d'eux-mêmes était mise en exergue par les républicains, dans la lignée du message du chef tahitien dans le [Supplément au voyage de Bougainville](#) de Diderot, ces derniers, parfois les plus convaincus d'entre eux, se sont adonnés sans peine à la colonisation au nom même de ces valeurs universelles. Il est en effet surprenant de lire les discours de Jules Ferry, authentique républicain ou de Guy Mollet, résistant héroïque en 1940 et président du Conseil d'une République française menant une répression féroce en Algérie.

Ces trois crises de conscience ont laissé des plaies vives dans la France d'aujourd'hui qu'il est difficile de surmonter – on rencontre toujours une vraie conflictualité dans le débat politique s'agissant de l'antisémitisme (l'affaire Dieudonné en est l'exemple) ou de la colonisation (en 2007, des parlementaires proposaient que soit inscrit dans la loi l'apport positif de la colonisation aux pays concernés). Dans un pays fragmenté par ces crises de conscience, il est inconfortable de porter un message universel révélant des blessures encore vives. La France, privée de son modèle et de ses valeurs, rencontre une difficulté inhérente aux démocraties, l'absence de limite à son action et à ses dérives, comme l'explique Claude Lefort dans son [Essai sur la politique](#). Face à ce désert de valeurs, le Président François Mitterrand, lui-même personnellement atteint par ces crises de conscience (vichysto-résistant en 40 selon le mot de J.P. Azéma, Garde des Sceaux pendant la crise algérienne), tentera de dépasser le dilemme en engageant la construction européenne. Selon Jean-Pierre Chevènement dans [La France est-elle finie ?](#), ce « pari pascalien » du Président Mitterrand avait pour but de réconcilier la France avec elle-même en s'ouvrant à ses nations voisines.

\*

Au-delà des crises de conscience, ce doute de la France sur sa vocation est aujourd'hui accentué par les évolutions du monde actuel et une certaine démission de ses élites (A) A l'heure de la mondialisation et d'une supposée « fin de l'histoire » comportant elle aussi sa part de tragédie, la France doit retrouver son message et son universalité, nécessaire au progrès humain et à la paix des peuples (B).

La France se trouve aujourd'hui comme dépassée dans le monde actuel, tant les évolutions qui s'y produisent rendent difficile l'expression d'un message universel singulier. En premier lieu, les valeurs de droits de l'Homme et de démocratie, innovantes au XVIII<sup>e</sup> et au XIX<sup>e</sup> siècles, sont aujourd'hui partagées par un grand nombre de nation. Pis encore, la France est en retard par rapport à ses voisines s'agissant de l'application de ses valeurs, qu'il s'agisse de la ratification très tardive de la Convention européenne des droits de l'homme, ou de l'abolition de la peine de mort, la dernière qui subsistait sur le continent européen et pourtant « contraire à la fois à l'esprit du christianisme et aux valeurs de la révolution » selon Jean Jaurès (1910). En second lieu, la mondialisation des valeurs libérales et démocratiques que la France porte s'accompagne d'un idéal économique capitaliste qui n'est pas ancré dans sa culture, traditionnellement méfiante à l'égard de l'argent et des « hommes d'affaires » à l'image d'Isidore Lechat dans la pièce [Les affaires sont les affaires](#) d'Octave Mirbeau. Plus encore, on constate aujourd'hui la disparition d'un idéal démocratique mondial au profit d'une « utopie de la communication » expliquée par Armand Mattelart dans [L'invention de la communication](#) : « le paradigme de la communication s'est substitué à celui du progrès » - il ne s'agit donc non plus seulement d'une perte de singularité de la France vis-à-vis de ses valeurs universelles mais aussi un certain affaiblissement de celle-ci au profit d'une utopie technocratique et techno-centrée.

Parallèlement à cette perte d'influence, la place des intellectuels s'est transformée. Chargés historiquement de lier « temporel et universel » et donc de faire vivre et de développer ces valeurs universels, comme l'explique Jean-Paul Sartre dans sa préface aux Temps modernes, ceux-ci sont désormais plus spécialisés et renoncent à leur engagement comme l'analyse Michel Foucault en 1978, évoquant une ère d' « intellectuels spécifiques ». Or, on sait l'apport de ces derniers au rayonnement de la France et de ses valeurs, et leur désengagement du champ temporel est à ce titre inquiétant. Pire peut-être encore, ceux-ci se montrent le plus souvent les meilleurs et les plus grands critiques des valeurs universelles de la France, comme le note avec justesse Mona Ozouf dans l'Ecole de la République : la critique de l'école depuis mai 68 est le plus souvent issue d'élites issues elles-mêmes du système méritocratique et républicain. Le temps de la « mission sociale du poète » tel qu'expliqué par Lamartine dans sa Réponse à Némésis semble bel et bien révolu.

\*

Pourtant, le monde tel qu'il est ne semble pas exempt de tout besoin de valeurs ou d'universalisme. Raymond Aron, pronostiquant un rapprochement des deux blocs de la guerre froide dans ses Dimensions de la conscience historique nous prévenait : « l'Histoire ne cessera pas pour autant d'être tragique ». La « fin de l'histoire » théorisée par Fukuyama ne se produit pas – elle est tout au plus une illusion provoquée par la déformation du miroir médiatique. Alors que les inégalités progressent cruellement comme le montre Thomas Piketty dans le Capital au XIX<sup>e</sup> siècle, que les guerres ne cessent pas, que les fondamentalismes et extrémismes gagnent en audience comme le souligne Gilles Kepel dans La Revanche de Dieu, on ne peut valablement conduire à une fin de l'histoire ou à une victoire écrasante et indéniable des valeurs que la France a pu porter au fil des siècles. Cette impression d'aplanissement est selon Régis Debray le fait des médias : il résume la situation par cette phrase amusante dans son cours de médiologie générale : « Il y a deux façons de passer à côté de l'Histoire : par les écritures saintes et par les news ».

Face à la continuation logique d'une certaine forme de tragédie dans le monde contemporain, la France doit encore faire entendre ses valeurs. Si la défense des droits et libertés, nécessaire, ne lui appartient plus tout entièrement et exclusivement, la France peut encore faire valoir au monde ses valeurs de progrès social. Elle se caractérise par l'un des meilleurs systèmes de santé au monde selon l'OMS, par un système de redistribution unique parmi les dix plus grandes puissances mondiale, par une attention particulière aux plus fragiles, par une méfiance saine envers les excès de la recherche du profit de court-terme. Pour retrouver sa place et sa vocation universelle, et faire œuvre utile en partageant ses valeurs au monde, celle-ci doit d'abord régler ses crises de conscience : la reconnaissance en 1995 de la responsabilité de la France dans la rafle du Vel d'Hiv doit aujourd'hui être suivie par une réconciliation avec les anciennes colonies, en particulier l'Algérie, avec laquelle les relations diplomatiques sont encore tendues. La France, pour se reconstruire, doit avoir foi en ses valeurs, ses principes et ses institutions tout en les rénovant pour assurer à ses concitoyens la promesse « de l'universelle liberté et de l'universelle justice ». Si le défi est ambitieux, il est également salutaire : le monde tel qu'il est ne peut s'engager sur la voie d'un progrès plus grand sans le concours résolu des grandes nations.

\*

\*                      \*

La question qui se pose aujourd'hui à la France s'agissant de sa vocation à promouvoir des valeurs universelles peut être formulée sur le modèle de la réponse de Churchill à la proposition de diminuer le budget de la culture pendant la seconde guerre mondiale : « Mais alors, pourquoi nous battons-nous ? ». Pour pouvoir de nouveau prétendre à l'universel, la France doit se réconcilier avec elle-même et ses valeurs séculaires. L'épreuve que celle-ci traverse actuellement au travers des attaques terroristes doit en être l'occasion.